



70^e session de l'Assemblée générale

Cinquième Commission

Point 134 de l'ordre du jour

Appuyer la mise en oeuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba

Supporting the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development and the Addis Ababa Action Agenda

New York, le 24 mai 2016

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nos délégations remercient le Secrétaire général ainsi que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour la présentation de leurs rapports concernant ce point à l'ordre du jour.

Monsieur le Président,

L'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba le 27 juillet 2015 et celle de l'Agenda 2030 le 25 septembre dernier constituent sans aucun doute des étapes décisives. La communauté internationale s'est dotée, pour les années à venir, d'un cadre mondial pour ses efforts en faveur du développement durable et de l'éradication de la pauvreté aux niveaux national et international en même temps que d'une stratégie pour la mise en place de ce cadre. Les accords conclus ont une portée historique et on ne soulignera jamais assez leur importance.

Monsieur le Président,

Etant donné l'importance que ces deux programmes représentent pour la communauté internationale, nos délégations sont particulièrement insatisfaites de la procédure que le Secrétariat suit pour développer des propositions concrètes assorties d'un budget détaillé et dérivées de mandats intergouvernementaux. Alors que la proposition faite l'année passée était limitée aux besoins financiers du Département des affaires économiques et sociales (DAES) et ne rendait pas compte de la moindre réforme institutionnelle nécessaire pour mettre en œuvre ces programmes, cette nouvelle

proposition est tout aussi inappropriée en ce sens qu'elle n'est ni un document budgétaire, ni un plan de mise en œuvre stratégique cohérent.

Nous souscrivons donc aux observations faites par le CCQAB et tenons à exprimer notre grande préoccupation concernant le fait que certaines des informations les plus importantes pour ce comité n'ont été présentées qu'au CCQAB à titre d'information financière additionnelle et ont été classées avec la mention « Ne pas diffuser ». Nous sommes cependant conscients que le rapport dont il est question a dû être rédigé dans des délais serrés.

Au vu de cette situation, la Suisse et le Liechtenstein estiment qu'un nouveau rapport, reprenant les activités pour lesquelles un financement avait été demandé l'an dernier dans le contexte des prévisions révisées, serait le moyen le plus avisé pour aller de l'avant. Nous considérons aussi que l'utilisation qui a été faite de l'autorisation d'engagement de 7,5 millions de dollars accordée l'an dernier devrait être consignée de manière détaillée dans le prochain rapport du Secrétaire général et qu'aucune dépense ne soit engagée pour des activités ne faisant l'objet d'aucun mandat.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honour to address you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. Our delegations thank the Secretary-General as well as the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions for the presentation of their reports concerning this agenda item.

Mr. Chairman,

The adoption of the Addis Ababa Action Agenda on 27 July 2015 and the 2030 Agenda on 25 September 2015 are without doubt ground-breaking achievements that provide the international community with a global framework for its efforts to achieve sustainable development and eradicate poverty at the national and international levels for many years to come, as well as a strategy for its implementation. The agreements reached are historic and their significance cannot be overstated.

Mr. Chairman,

In light of the significant achievement that the two agendas represent for the international community, our delegations are particularly dissatisfied with the process followed by the Secretariat in developing actionable proposals with a detailed budget and derived from intergovernmental mandates. While last year's proposal was limited to the financial requirements of the Department of Economic and Social Affairs (DESA) and did not reflect any institutional reforms that would be necessary to implement the two agendas, this new proposal is also inadequate: It is neither a budget document nor a coherent strategic plan for effective implementation.

We therefore largely agree with the observations by the ACABQ and express our deep concern that some of the most relevant information to this Committee was only presented to the ACABQ as supplementary financial information and classified as "not for distribution". We are however also aware that the report under discussion had been produced under time pressure.

Given this situation, Switzerland and Liechtenstein believe that the most meaningful way forward is indeed a new report that would also subsume activities for which funding was requested last year in the context of the revised estimates. We are also of the view that the use of the commitment authority of US\$ 7.5 Mio granted last year should be reported in detail in the next report of the Secretary-General and that no money be spent on activities for which there is no mandate.

Thank you, Mr. Chairman.